

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



Notes pour une allocution
du Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
au Rotary Club

CALGARY

Le 20 novembre 1984

Le 8 novembre, Michael Wilson a fait part au Parlement et à la nation d'un important message du gouvernement. Dans son exposé économique, il a indiqué aux Canadiens quelle direction le gouvernement entend prendre pour s'acquitter de son mandat de changement - changement au niveau des politiques, des approches et du fonctionnement du gouvernement.

Les Canadiens sont conscients que leur pays a raté des occasions de favoriser la croissance et de créer des emplois. Vous et moi savons que notre position concurrentielle s'est affaiblie au fil des ans, et que les revenus ont à peine pris le pas sur l'inflation. Cette confiance en l'avenir que nous partagions tous au moment du centenaire semble aujourd'hui s'être dissipée.

Si nous devons nous remettre sur pied, si nous devons reprendre le contrôle de notre propre destinée et façonner le genre d'avenir que nous voulons en tant que Canadiens, alors il nous faut d'abord et avant tout faire face à nos problèmes économiques très réels.

L'exposé économique a montré aux Canadiens que le gouvernement est disposé à piloter un processus de renouveau économique. Nous commençons par mettre de l'ordre dans nos affaires. Mais il nous faudra les idées, l'appui et la détermination de Canadiens de tous les milieux si nous voulons réaliser notre objectif plus général de refaire du Canada une puissance économique mondiale.

Bon nombre des points que Michael Wilson a soulevés ont un lien direct avec mes secteurs d'intérêt particuliers: les affaires étrangères et le commerce extérieur. Ainsi, l'exposé a reconnu la nécessité d'encourager l'entreprise canadienne à chercher de nouveaux débouchés dans le monde, et mes collègues et moi-même avons la ferme intention d'injecter cet encouragement. M. Wilson a par ailleurs fait observer qu'il était maintenant temps de corriger certaines politiques et certains programmes du passé dont l'objectif a été mal perçu à l'étranger, des politiques et programmes qui donnaient à conclure que le Canada pratiquait l'introversión et n'accueillait pas favorablement l'investissement étranger, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie. Nous nous appliquons à changer cette situation. En tant que gouvernement, nous sommes par ailleurs résolus à faire le nécessaire pour favoriser une innovation plus grande et une compétitivité internationale accrue.

Enfin, l'exposé économique a souligné la nécessité pour le gouvernement d'opérer de façon juste, ouverte et cohérente les changements qu'il a reçu pour mandat d'apporter.

Voilà tous des thèmes importants que je vous demanderais de garder à l'esprit durant mon allocution aujourd'hui, car ils prennent un sens très concret lorsqu'il s'agit des échanges commerciaux et des relations étrangères.

De bon nombre de façons, le changement auquel Michael Wilson a donné le coup d'envoi est la partie facile du défi économique qui se pose à nous. Presque tous sont d'accord sur le fait que le Canada se devait d'arrêter de s'enliser davantage encore dans la dette; et le débat actuel tourne généralement autour de coupes particulières et de concepts spécifiques. Mais le pays sait que nous devons mettre un terme aux dépenses folles. John Crosbie et moi-même nous rappelons d'une époque durant laquelle le consensus sur la modération n'était pas aussi évident. Mais il ne fait pas de doute que, cet automne, les ministres ont vu leur tâche d'identifier des réductions de dépenses de l'ordre de 4,2 milliards de dollars facilitée d'autant qu'ils savaient qu'ils avaient l'appui du public.

Je vous entretiendrai une autre fois de l'importance du soutien public comme point de départ d'un processus de restriction budgétaire que tant de premiers ministres du dimanche ont recommandé depuis si longtemps. Je voudrais toutefois aujourd'hui axer mes propos sur un défi économique plus important pour le Canada, vous parler d'un sujet à propos duquel les options ne sont pas aussi claires et l'opinion publique n'est pas aussi bien formée. Je fais allusion à notre avenir commercial et à la question très urgente que cela soulève pour nos relations économiques futures avec les États-Unis.

Pour la plupart des gens, nos relations avec notre voisin sont une question émotive, et non économique. Les États-Unis d'Amérique rendent certains d'entre nous nerveux, d'autres fiers. Mais la plupart des Canadiens réagissent avec émotivité face aux États-Unis, et il n'y a rien de mal à cela. Toutefois, je vous demanderais aujourd'hui de vous départir quelques instants de cette émotivité pour vous arrêter aux possibilités qui s'offrent à un pays très riche de vingt-cinq millions d'habitants qui partage un même continent avec un compétiteur et un marché de deux cents quarante millions d'habitants, et qui coexiste sur une même planète avec des nations dont le travail et la technologie défient l'ensemble de nos connaissances.

Demandez-vous si un pays peut faire concurrence en axant sa production sur un marché de vingt-cinq millions de personnes lorsque son voisin a un marché intérieur dix fois plus considérable. Demandez-vous si en maintenant des murs - même des murs peu élevés - tout autour de ce pays, on empêcherait ainsi la richesse de quitter le pays ou si, au contraire, on ne lui interdirait pas l'entrée au pays. Demandez-vous enfin comment la nation plus petite devrait s'y prendre face à un plus gros voisin où l'on trouve, multipliés par dix, les mêmes goûts, les mêmes talents et la même technologie.

Manifestement, les questions économiques ne doivent pas être étudiées dans l'abstrait. Un pays ne se limite jamais à son produit national brut, et notre capacité de tirer profit des occasions économiques est déterminée par notre caractère en tant que pays.

Ces deux dernières décennies, j'ai occupé dans mon pays des postes qui m'ont obligé à regarder attentivement ce qui se passait autour de moi. Je crois que nous avons tranquillement progressé vers une maturité nouvelle en tant que nation. Nous avons été un jeune pays pendant de longues années et, quelque part entre la découverte du gisement pétrolier Imperial N° 1 et l'odyssée spatiale de Marc Garneau, nous avons pris plus d'assurance, en partie en raison du sentiment d'égalité qui s'est développé dans nos communautés régionales. Au Québec et, pour des raisons différentes, dans notre région de l'Ouest canadien, il s'est opéré une véritable révolution de la confiance individuelle; ce phénomène ne peut manquer d'influencer l'ensemble des Canadiens. Mais, mises à part nos communautés géographiques et culturelles, ces dernières décennies ont vu fleurir les réalisations canadiennes dans une foule de domaines - littérature, sciences, investissements, inventions, peinture, sports, etc. À vous de choisir.

Confiance et accomplissement s'entretiennent mutuellement et j'estime que nous sommes maintenant plus que jamais capables de faire notre marque. Aujourd'hui, le nationalisme canadien doit servir à favoriser notre expression personnelle, non à nous protéger.

Et cela me ramène à notre objectif premier en politique étrangère: notre relation avec les États-Unis.

L'objectif avoué de notre gouvernement est de rétablir un climat de bonne volonté et d'authentique collaboration dans nos rapports avec les États-Unis.

Une bonne partie des discussions au sujet des politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes spécifiques, sur des changements à apporter au Programme énergétique national ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les gouvernements provinciaux et d'autres groupes canadiens concernés. Plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non y mettre un terme. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre du nouveau gouvernement et vous inviter ainsi que d'autres Canadiens à y aller de propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller - non pas seulement de survivre et encore moins de régresser - dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

L'attention que nous consacrons à des programmes comme le PEN et FIRA fait ressortir un point d'importance. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que les Canadiens qui vivent dans des petites villes comme celles au voisinage du champ pétrolier de Pembina dans l'ouest de l'Alberta ont tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada que des pertes d'emplois dans les secteurs de la prospection et des services dans leur propre localité. Il en va de même ailleurs au Canada. Si vous êtes un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, vous avez tendance à percevoir l'investissement étranger en termes d'emplois et non de souveraineté. Les gens du champ pétrolier de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner ne conviennent pas. Non pas pour des motifs étrangers mais pour des motifs proprement canadiens. Et c'est là le point essentiel. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire. Ils ne servent pas efficacement la politique canadienne. Et notre gouvernement a un mandat national - une obligation nationale, à notre avis - de changer les programmes qui n'ont pas fonctionné.

Je voudrais en outre souligner notre engagement vis-à-vis du reste du monde, le monde au-delà des horizons nord-américains. En nous voyant accorder si tôt dans notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, on risque de nous accuser de négliger nos autres occasions et obligations dans le monde. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni

excessive. Nous avons pris un engagement international, qu'il s'agisse du GATT, du Traité sur la non-prolifération, des secours aux victimes de la famine et de la sécheresse, ou des marchés en Asie et en Europe et au Moyen-Orient. Cet engagement exige - et en fait recevra - une attention de tous les instants. L'une des fonctions que m'a confiées le Premier ministre est de veiller à ce que le Canada continue à percevoir le monde dans son ensemble; c'est ce que je compte faire.

Mais pour percevoir le monde dans son ensemble, il faut notamment reconnaître les réalités économiques modernes. Le Canada doit faire face à cinq de ces réalités.

Premièrement, plus que la plupart des pays, le Canada est une nation commerçante. Nous dépendons trois fois plus du commerce que les États-Unis. Nous ne pouvons échapper à cette réalité. La vente du gaz de l'Alberta uniquement à Toronto ou de produits manufacturés de l'Ontario uniquement à des consommateurs canadiens ne suffit tout simplement pas.

Deuxièmement, nous vivons dans un monde compétitif et flexible. Durant notre génération, le Japon est passé des jouets à la haute technologie via les radios, la construction navale et la fabrication de voitures. Le même phénomène s'observe à des étapes différentes aujourd'hui en Corée, à Hong Kong, au Brésil et au Mexique. De leur côté, la Chine, les Philippines, la Thaïlande et l'Inde montrent qu'ils ont le potentiel pour connaître un développement analogue. D'une autre façon, les membres de la Communauté européenne se sont aussi adaptés à cette nouvelle réalité en unissant leurs efforts pour édifier et diversifier leur marché commun.

Troisièmement, les conditions commerciales ont joué en défaveur de la base de ressources sur laquelle a pris appui la croissance de l'économie canadienne. Ainsi, dans les années 50, le Canada fournissait 90 p. 100 du nickel dans le monde mais, aujourd'hui, la concurrence de l'étranger a ramené cette portion à un tiers de ce qu'elle était alors. Et pourtant, nous dépendons plus et non moins du commerce des matières premières, qui a compté pour le quart de nos échanges en 1971 et pour le tiers en 1981. Nous nous sommes tout simplement pas adaptés aussi rapidement que nos concurrents à un monde en évolution.

Quatrièmement, les États-Unis qui absorbent plus de soixante-dix pour cent de nos échanges sont notre plus important débouché. Chaque année, nous leur vendons

19 milliards de dollars de voitures, de camions et de pièces, 4 milliards de dollars de gaz naturel, 3,5 milliards de dollars de pétrole, 3 milliards de dollars de papier journal, et ainsi de suite. Voilà le marché dont dépendent un si grand nombre d'emplois au Canada.

Cinquièmement, le protectionnisme trouve de plus en plus d'adeptes dans le monde, et un vent protectionniste souffle avec force aux États-Unis. Nous venons à peine d'échapper de justesse à l'application de mesures proposées aux États-Unis en vue d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de résineux, d'acier et de cuivre. Imaginez un peu les conséquences si les décisions prises aux États-Unis nous avaient été défavorables. Nous ne pouvons continuer de miser sur les règles existantes, sur les efforts diplomatiques et sur l'équilibre des forces intérieures américaines pour garder ouvert cet accès dont notre économie exportatrice a un besoin vital pour survivre et prospérer.

Nous n'avons pas choisi ces réalités et nous ne les contrôlons pas. Le Japon et la Corée n'ont pas eu besoin de notre autorisation pour devenir et rester hautement compétitifs. Le Royaume-Uni n'a pas eu besoin de notre autorisation pour se lancer à l'assaut du marché européen plus important et cesser d'accorder la préférence aux pays membres du Commonwealth. Les États-Unis n'ont pas consulté le Canada avant de créer la Vallée du silicium. Ainsi va notre planète.

Aucun pays ne veillera sur le Canada si ce n'est le Canada. Et la seule façon dont nous pouvons veiller sur nous-même - avec notre énorme potentiel et notre petite population - c'est de devenir hautement compétitif et de faire fond sur les intérêts que nous partageons avec d'autres pays, y compris tout particulièrement l'intérêt que nous portons à un système commercial international plus ouvert.

Je fais cette observation parce que l'on s'imagine souvent que le Canada, du fait de ses richesses naturelles - ou de son ingéniosité ou de son caractère - est immunisé contre les changements qui transforment le monde. Lorsqu'il s'agit expressément de nos échanges avec les États-Unis, les Canadiens peuvent être tentés de croire que leur pays peut croître sans changer. C'est là une illusion dangereuse, parce qu'elle nous dissuade de concevoir des façons de nous bâtir un solide avenir.

Nous voulons tous édifier un Canada fort et libre, mais je sais qu'il existe différents points de vue sur la façon d'y parvenir. Permettez-moi de dire quelques mots aux nationalistes qui s'opposent à l'idée d'une association plus étroite avec les États-Unis. Au cours des prochains mois, le Canada rendra publiques certaines "options" quant à la nature de la relation commerciale future du Canada avec les États-Unis. Une option, avancée par le gouvernement précédent et toujours d'actualité, réside dans le libre-échange sectoriel. Une autre pourrait consister en un arrangement plus global de libre-échange assorti de sauvegardes. Une troisième pourrait consister en la recherche d'un ensemble d'avantages supplémentaires. Chacune de ces options - et certes d'autres aussi - comporte des avantages et des inconvénients pour le Canada, et il faut les examiner très attentivement.

Il est une option que nous ne proposerons pas: celle du statu quo. Nous croyons en effet que cette option serait fatale à notre prospérité et, partant, à l'indépendance du Canada. Nous dépendons des exportations pour près de 25 p. 100 de notre produit national brut. Une nation comme la nôtre ne peut se permettre l'immobilisme dans un monde agité et façonné par une nouvelle compétitivité, les avances technologiques et le protectionnisme. Et nous ne pouvons pas davantage nous réfugier dans les bons moments d'isolement relatif du passé. Je me rappelle vaguement la victoire de la coupe Grey de 1948; quels que soient les problèmes des Stampeders aujourd'hui, ils ne se dissiperont pas en rappelant Fritz Hansen. Nous devons chercher à régler les problèmes de demain avec les équations de demain.

Il y a peut-être une option qui offre une solution de rechange réaliste à une association économique plus étroite avec les États-Unis. Mes collègues et moi-même serions très intéressés à la connaître et à l'examiner. Dans le débat que nous espérons susciter, les Canadiens qui craignent l'influence des États-Unis doivent davantage à leur pays que de simples avertissements sur ce qu'il nous faut éviter de faire. Ils doivent à leurs concitoyens des propositions réalistes et détaillées sur les façons dont le Canada peut espérer prospérer en gardant ses distances de son voisin et de son plus important partenaire commercial. Toute proposition, y compris celles que le gouvernement met de l'avant, doit être discutée dans le détail et jugée. Mais, étant donné la nécessité certaine du changement, il me semble juste de demander aux critiques de proposer des solutions. À ce stade de la vie de notre pays, nous avons besoins d'options et non simplement d'objections.

Le désir de changement dont nous ont fait part les Canadiens le 4 septembre ne s'est pas matérialisé soudainement l'été dernier. En gestation depuis quelque temps déjà, il reflète le sentiment que les anciens procédés ne fonctionnaient plus. Le gouvernement a pour mandat de réexaminer - et de changer - les attitudes devenues désuètes. Il a pour responsabilité de se servir de ce mandat national exceptionnel pour susciter les occasions et favoriser la croissance dans notre pays sur le long terme.

La famine, le système métrique et les journalistes dans les prisons étrangères font la manchette. Sur le moyen terme, la question est de savoir comment nous encouragerons notre économie à se moderniser et à générer des emplois durables. Mais la question primordiale pour ce pays - avec ses richesses, ses régions et ses ambitions - est la suivante: comment pourrons nous devenir des chefs de file dans une économie mondiale en pleine évolution? C'est une question de commerce et de compétitivité.

Ces dernières décennies, d'autres pays nous ont surclassés sur le plan économique. Outre l'embaras que nous crée cette situation, notre capacité d'ériger un avenir auquel les Canadiens en sont venus à s'attendre s'en trouve menacée. Le nouveau gouvernement a reçu pour mandat de changer les anciennes formules qui ne fonctionnaient plus. Notre pays a l'occasion de prendre des initiatives qui peuvent assurer un solide avenir à la nation. À notre avis, cela requiert une relation de travail plus étroite avec les États-Unis. Le fond et la forme de cette relation méritent quant à eux un débat fouillé, honnête et marqué au coin de la confiance.

Les Canadiens ont bien des raisons d'être fiers. Nous avons des choses à dire, des réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir et des expériences dont le reste du monde voudrait entendre parler. Nous avons nos propres priorités, notre propre finalité nationale, notre propre conception du monde et nos propres valeurs. C'est d'ailleurs là que réside la meilleure réponse pour ceux qui se préoccupent de l'avenir du Canada en tant que nation distincte sur ce continent. Notre "canadienneté" ne dépend pas de la qualité de nos barrières mais de la qualité de notre présence sur la scène mondiale. Dans cette optique, il me semble tout à fait sensé de commencer chez notre voisin.